

REVUE INTERNATIONALE DE PHILOSOPHIE MIRI



Indexée par :



REVUE SEMESTRIELLE / N° 007 / DECEMBRE 2024

ISSN : 1987-1538

E-mail : revuemiri09@gmail.com

Tel. +237 6 99 56 34 79 / +223 94 61 09 74

Bamako - Mali

PRESENTATION DE LA COLLECTION

La Revue Internationale de Philosophie (Miri) est une collection périodique spécialisée du Centre Africain de Recherche et d’Innovations Scientifiques et du développement (CARIS-D) et de ses partenaires dans le but de renforcer et d’innover la recherche en histoire de la philosophie, philosophie de la logique, philosophie du langage, métaphysique, épistémologie, philosophie des sciences, philosophie morale et politique, esthétique, philosophie du droit, histoire des idées, philosophie de l’environnement, théologie et en ontologie.

Les objectifs généraux de la revue portent sur la valorisation de la recherche

Philosophique à travers le partage des résultats d'avancées scientifiques, l'innovation thématique, et la culture de l'esprit critique.

Son objectif spécifique est de redynamiser la production des thématiques pertinentes sur les réalités sociales africaines, les théories de la connaissance, la philosophie du développement, la philosophie des médias, la crise de l'identité de l'Afrique moderne, la philosophie de l'information et la pensée philosophique africaine.

EQUIPE EDITORIALE

Directeur de Publication

Pr Belko OUOLOGUEM (Mali)

Directeur Adjoint

Pr Sékou YALCOUYE (Mali)

• Comité scientifique et de lecture

Pr Mahamadé SAVADOGO (Professeur des universités, Ouagadougou Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Pr Yodé Simplice DION (Professeur des Universités Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan),

Pr Jean Maurice MONNOYER (Professeur des universités Aix-Marseille I, France)

Pr Mounkaïla Abdo Laouli SERKI (Professeur des Universités Abdou Moumouni de Niamey)

Pr Samba DIAKITÉ (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Isabelle BUTERLIN (Professeur des universités Aix-Marseille I, France)

Pr Yao Edmond KOUASSI (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Akissi GBOCHO (Professeur des universités Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire)

Pr Gbotta TAYORO (Professeur des Universités Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan)

Pr Blé Marcel Silvère KOUAHO (Professeur des Universités Alassane Ouattara de Bouaké)

Pr Abdoulaye Mamadou TOURE (Professeur des universités UGLC SONFONIA, Conakry, Guinée)

Pr Jacques NANEMA (Professeur des universités Ouagadougou Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Pr Nacouma Augustin BOMBA (Maitre de conférences, FSHSE, Mali)

Dr Ibrahim CAMARA (Maitre de conférences, ENSup, Mali)

Dr Souleymane KEITA (Maitre de Conférences, FSHSE, Mali)

- **Comité éditorial**

Pr Sigame Boubacar MAIGA (Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

Dr Siaka KONÉ (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Ibrahim Amara DIALLO (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Oumar KONÉ (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Amadou BAMBA (Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Mali)

Dr Eliane KY (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

Dr Samba SIDIBE (Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

M. Souleymane COULIBALY (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Mali)

- **Rédacteur en chef**

Dr Mahmoud ABDOU

- **Rédacteur en chef adjoint**

Dr Oumar MARIKO

- **Coordinatrice**

Dr Palaï-Baïpame Gertrude

- **Coordinateur adjoint**

M. Fousseyni BAGAYOKO

POLITIQUE EDITORIALE

La revue internationale de Philosophie (MIRI) est une revue qui paraît 2 fois l'année et publie des textes qui contribuent au progrès de la connaissance dans tous les domaines de la philosophie et des sciences humaines. Revue MIRI publie des articles de qualité, originaux, de haute portée scientifique et des études critiques.

« Pour qu'un article soit recevable comme publication scientifique, il faut qu'il soit un article de fond, original et comportant : une problématique, une méthodologie, un développement cohérent, des références bibliographiques. »
(Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur CAMES)

- ✓ La bibliographie doit être présentée dans l'ordre alphabétique des noms des auteurs.
- ✓ Classer les ouvrages d'un même auteur par année de parution et selon leur importance si des ouvrages de l'auteur sont parus la même année.
- ✓ Tous les manuscrits soumis à la revue MIRI sont évalués par au moins trois chercheurs, experts dans leurs domaines respectifs.
- ✓ Suite à l'acceptation de son texte, l'auteur-e s'acquitte des frais d'instruction et de publication avant poursuite du reste de la procédure.
- ✓ Un texte ne sera pas publié si, malgré les qualités de fond, il implique un manque de rigueur sémantique et syntaxique.
- ✓ Chaque auteur reçoit son Tiré à part dès la publication du numéro.
- ✓ Les droits de traduction, de publication, de diffusion et de reproduction des textes publiés sont exclusivement réservés à la revue MIRI.
- ✓ Après le processus d'examen, l'éditeur académique prend une décision finale et peut demander une nouvelle évaluation des articles s'il a des présomptions sur la qualité de l'article.

SOMMAIRE

<i>Kadio Mathieu ANGAMAN</i>	
Crise environnementale et progrès technologique, vers une revendication de la philosophie des technologies.....	1
<i>Kizito Tioro KOUSSE</i>	
Endogénéisation de la science, développement, culture et sécurité au Burkina Faso.....	16
<i>MOTO NDONG François</i>	
La crise de l'immuabilité du discours chrétien, confronté à l'évolution irrémédiable du monde.....	38
<i>Katinan Timothée COULIBALY</i>	
Gouvernance et unité africaine chez Kwame Nkrumah.....	63
<i>Samba SIDIBE, Nouf SANOGO</i>	
La nature et l'homme : fondements philosophiques de l'impact de l'anthropisation.....	82
<i>Souleymane KEITA, Ibrahim Amara DIALLO</i>	
La tolérance religieuse, prolégomènes à la paix sociale chez Locke.....	78
<i>Mahmoud ABDOU</i>	
La désobéissance civile comme moyen de lutte pour la préservation des libertés et de l'État de droit chez Hannah Arendt.....	117
<i>Williams Hamed Mélarga OUATTARA</i>	
Le contrat naturel de Michel serres : un défi au droit naturel.....	142
<i>Amenan Madeleine KOUASSI-EKRA</i>	
Les Mœurs et traditions africaines face à l'émergence de l'Homosexualité : entre rejet social et redéfinition de l'identité culturelle.....	155
<i>Yacouba TRAORÉ</i>	
La théorie du contrat social chez John Rawls.....	168
<i>GALA Bi Gooré Marcellin</i>	
L'invite platonicienne à l'union avec le divin : une solution à la médiocrité spirituelle en Afrique contemporaine.....	184

Jean Joel BAHI

Travail et vie de famille chez Marx : entre contraintes et émancipation de la femme.....**200**

GOUVERNANCE ET UNITE AFRICAINE CHEZ KWAME NKRUMAH

Katinan Timothée COULIBALY

Docteur ès Sciences (Philosophie)

Université Alassane Ouattara, Département de philosophie

katinantimothee@gmail.com

Résumé

L'actualité africaine est parsemée de troubles, entre autres, des crises de gouvernance, des tentations de dictature qui mettent en mal la réalisation effective de l'unité africaine tout en nous faisant rappeler singulièrement la chute douloureuse de Kwame Nkrumah. Cela dit, la présente étude fondée sur les méthodes historique et sociocritique, se propose d'analyser le projet politique de Kwame Nkrumah, sa tentation à la dictature et son échec politique. Dès lors, tout en mettant en relation la gouvernance et l'unité africaine, l'étude interpelle cependant, les nouveaux dirigeants du continent, à panser la gouvernance politique, afin qu'ils échappent à cette expérience douloureuse vécue par le leader ghanéen.

Mots-clés : Dictature - Gouvernance - Paix - Politique - Unité africaine.

Summary

African news is strewn with troubles, among other things, crises of governance, temptations of dictatorship which undermine the effective achievement of African unity while reminding us in particular of the painful fall of Kwame Nkrumah. That said, the present study, based on historical and sociocritical methods, aims to analyze the political project of Kwame Nkrumah, his temptation to dictatorship and his political failure. Therefore, while linking governance and African unity, the study nevertheless calls on the new leaders of the continent, to heal political governance, so that they escape this painful experience lived by the Ghanaian leader.

Keywords: Dictatorship - Governance - Peace - Politic - African Unity.

Introduction

L'Afrique est actuellement le théâtre d'un bouleversement de gouvernance politique traversée par de multiples crises éruptives, notamment les coups d'État militaro-politiques, les soulèvements populaires meurtriers qui poussent les esprits curieux à réfléchir sur les fondements et les causes de l'émettement de la confiance entre gouvernants et gouvernés, entre les dirigeants politiques et les populations.

Dans ce contexte de crise de la gouvernance démocratique, une relecture de l'expérience singulière de Nkrumah ne serait pas une piète analyse. En effet, Nkrumah fut porteur d'espoir, d'un renouveau politique fondé sur le consciencisme, dont l'enjeu fondamental était l'unité africaine. Philosophe, homme de culture et de science, la bonne foi de Nkrumah n'a pas empêché son égarement, étant donné qu'il est tombé dans une certaine dictature. Dès lors, notre étude se propose une approche historique et sociocritique, afin de comprendre, non seulement les racines de l'égarement de Nkrumah, mais aussi de montrer les enjeux d'une bonne politique publique, gage d'unité et de développement efficient en Afrique.

Le problème que traite cette étude est de savoir : La gestion efficiente du pouvoir public en Afrique peut-elle contribuer à la réalisation effective de l'unité africaine ? Autrement exprimé, la bonne gouvernance en Afrique peut-elle prendre en charge l'unité africaine ? L'analyse de cette question centrale autorise d'autres questions dites secondaires. Quelle analyse pouvons-nous faire du projet politique de Nkrumah et de sa vision désintégrée ? Comment comprendre l'ambition démesurée de l'homme et de sa ruée vers la dictature ? En quoi doit consister le changement de regard et l'exigence de la bonne gouvernance ? Ces interrogations laissent entrevoir que le sous-développement de l'Afrique lié à son exploitation est le fait des Africains eux-mêmes. Par ailleurs, la non réalisation de l'unité africaine jusqu'à ce jour, est le fait de la mauvaise gouvernance qui ouvre la voie aux coups d'État qui expriment à leur tour, une scission entre les peuples et leurs dirigeants et entre les États eux-mêmes.

L'objectif de cette étude est d'indiquer que, l'échec de Nkrumah doit servir d'interpellation éthique et de moyen à conscientiser les nouveaux dirigeants africains pour penser l'exigence de la bonne gouvernance et le défi du développement des sociétés africaines.

Cela dit, dans la première partie, nous abordons le projet politique de Nkrumah et l'échec d'une vision désintégrée ; ensuite dans la deuxième partie, il est question de son ambition démesurée et la ruée vers la dictature ; et enfin, la dernière partie traite de la nécessité d'un changement de regard et l'exigence d'une politique correcte en Afrique.

1. Le projet politique de Nkrumah et l'échec d'une vision désintégrée

La vision première qui animait Kwame Nkrumah quand il s'agissait de l'Afrique, était sa libération totale de toute emprise coloniale ou néocoloniale. C'est pourquoi, il affirme dans *L'Afrique doit s'unir* (1994, p. 9) que : « Nous qui nous sommes battus jusqu'à être indépendants, nous ne serons pas en repos tant que la dernière citadelle du colonialisme n'aura pas été abattue en Afrique. Car nous nous sommes donnés comme but la liberté de toute l'Afrique ». Pour atteindre ce but, il fallait impérativement réaliser l'unité africaine par la création d'un gouvernement continental dont la mission serait de mettre en place un marché extérieur commun, une monnaie unique, une diplomatie commune, une économie commune, une taxe douanière, une armée africaine commune. Nkrumah exprime clairement cette idée à travers les mots qui suivent : « Notre objectif est l'unité politique des États africains, meilleur moyen de sauvegarder notre liberté chèrement acquise et fondement idéal du progrès économique, social et culturel tant des individus que de la société » (K. Nkrumah, 1994, p. 9). Autant dire que l'unité africaine était le cheval de Troie de Nkrumah qui devait servir à aider l'Afrique à se libérer définitivement des vestiges de la colonisation et du néocolonialisme.

Cependant, ce projet politique qui consistait à réaliser les États-Unis d'Afrique, était malheureusement basé sur l'indépendance du Ghana, son pays. Pour lui, en effet, l'indépendance du Ghana seule ne suffisait pas pour libérer l'Afrique et de ce fait, l'indépendance du Ghana devait servir à contribuer à l'indépendance totale de l'Afrique. Il écrit justement que « l'indépendance du Ghana, en 1957, ouvrit toutes grandes les portes de la liberté africaine. En l'espace de quatre ans, dix-huit autres pays africains se rendirent indépendants » (K. Nkrumah, 1994, p. 8). La question qui se pose est de savoir comment un seul pays pouvait-il servir à libérer tout un continent ? Quand nous lisons entre les lignes, ces propos du leader ghanéen, nous nous rendons compte non seulement qu'il avait l'air de surestimer son pays, mais aussi, qu'il avait l'air de se surestimer. D'où le nom glorieux qui lui était attribué à savoir, « l'Osagyefo » (R. Dagaud, 2012, p. 17). Ce qui signifie le rédempteur noir ou africain, le sauveur ou messie d'Afrique. Le culte de la personnalité était donc au rendez-vous. Cette vision valorisante qu'il avait de lui-même, traduisait par la même occasion, le mépris qu'il avait à l'endroit des autres. Ce qui va constituer l'un des facteurs de l'échec de l'unité africaine. David Rooney rapporte à juste titre les propos du représentant nigérian lors de la conférence des chefs d'État, réunis à Addis Abeba en 1960, : « Si qui que ce soit se prend pour le Messie, ayant pour mission de diriger l'Afrique, alors, l'objectif du panafricanisme est voué à l'échec » (1990, pp. 178-179).

Par ailleurs, l'attitude de Nkrumah qui suscite l'ire de ses pairs, va poser le problème de leadership. Dans ce contexte, nul chef d'État ne voudra abandonner son pays aux mains de l'un des homologues pour être dirigé, encore moins Nkrumah qui avait, en ce temps-là, été le premier à mettre sur table l'idée d'unité africaine. Autrement dit, il aurait préféré que son idée ne soit pas réalisée que de permettre à une personne d'être le président de ce gouvernement continental. Aujourd'hui, nous voyons à l'intérieur des États africains, certains présidents qui peinent à passer le pouvoir à d'autres personnes, quand bien même ils sont au terme de leur mandat. Cela voudrait aussi dire que ce n'est donc pas à d'autres qui viennent d'ailleurs et qui seraient considérés comme des étrangers qu'ils voudront céder la gestion de cet État. Joseph Ki-Zerbo partage le même avis que nous quand il affirme que « le Président ivoirien Houphouët-Boigny ne voulait pas de l'unité africaine à l'époque. C'est ce qu'il a exprimé en disant que la Côte d'Ivoire ne devait pas être la vache à lait de la fédération des états ouest africains » (2003, p.16). Ce qu'il faut comprendre ici, c'est qu'en dehors du fait que la Côte d'Ivoire était mieux lotie économiquement, il y avait la question du leadership qui se posait entre les chefs d'État d'alors. Toutes ces dissensions autour de la question de l'unité africaine vont conduire les pairs d'alors, à emprunter des voies différentes dans la quête commune de la libération de l'Afrique. Ainsi, pour les uns, notamment le groupe de Casablanca, l'unité devait se faire par la formation d'un gouvernement continental avec un marché continental commun, une citoyenneté africaine commune quand, les autres, c'est-à-dire le groupe de Monrovia, prônait une unité fondée sur la coopération et qui devait s'attacher sur des principes tels que l'égalité absolue entre les États africains, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et le maintien des frontières héritées de la colonisation.

D'autre part, Nkrumah, dans sa politique sociale au Ghana, avait beaucoup misé sur un aspect démocratique très important qui nous est rapporté par Samba Diakité. Pour lui (2011, p. 319) en effet, le socialisme de Nkrumah vise absolument « le pouvoir politique aux mains du peuple grâce à la transformation, par la masse totale des travailleurs, de l'appareil gouvernemental nécessaire en un appareil exprimant leurs besoins et leurs aspirations ». S'il est vrai que la démocratie est l'un des piliers forts de la politique sociale de Nkrumah, il faut cependant faire remarquer que ce leader ghanéen, dans la gestion de cet État, a finalement sombré dans la dictature. Les germes de sa dictature qui vont plus tard donner lieu à une dictature réelle, sont exprimés par David Rooney. Il dit ceci de Nkrumah :

Il part en visite en Côte d'Ivoire, invité par Houphouët Boigny, il n'avertit personne de ce déplacement. Les Ghanéens n'en entendent parler que par une radio étrangère. De plus, pendant cette absence, il ne désigne personne pour assurer son intérim à la tête du gouvernement. (David Rooney, 1990, p. 125).

Comprendons par-là que Nkrumah n'a confiance en personne, pas même en ses amis et ses proches collaborateurs dont Botsio et Gbedemah qui « n'ont pas été prévenus de son départ » (David Rooney, 1990, p. 125). Comment un chef d'État peut-il manquer de confiance à ses proches collaborateurs et prétendre avoir confiance au peuple qui l'a placé au pouvoir ? N'est-ce pas que les proches collaborateurs sont un symbole ou une représentation du peuple qu'il faut diriger ? Si la confiance n'existe plus entre un chef d'État et ses collaborateurs, cela signifie aussi que la confiance a été rompue également avec le peuple qui s'est fait représenter par les membres du gouvernement (les collaborateurs). Or le manque de confiance en quelqu'un entraîne nécessairement à considérer celui-ci comme un ennemi. Ce qui nous pousse à dire que Nkrumah, par son attitude, se faisait ennemi du peuple. Disons simplement que le peuple était devenu l'ennemi de Nkrumah. À ce propos, comment pouvait-il prétendre diriger tout le peuple africain si le seul peuple ghanéen ne pouvait pas placer en lui sa confiance et/ou si lui-même était incapable de placer sa confiance en ce peuple ? Si son projet d'unité africaine sous le socialisme a connu l'échec, les raisons susmentionnées en ont été pour beaucoup.

2. Nkrumah, l'ambition démesurée et la tentation de la dictature

La dictature est un « régime politique instauré par un dictateur » (Le Petit Larousse 2014, p. 380). Dire que Nkrumah, dans la gestion de son État, est finalement tombé dans la dictature, c'est faire remarquer qu'il voulait que toute la gestion de l'État passe sous son contrôle. C'est en ce sens qu'il va confondre son pouvoir de président à celui des magistrats de son pays qui, selon lui, n'ont pas pu gérer à certains moments, un certain nombre d'affaires. À ce propos, David Rooney, (1990, p.193) écrit ceci de Nkrumah : « Après avoir limogé, au bout de quarante-huit heures à peine, le juge Korsah, il fait adopter par l'Assemblée, une loi qui donne au président le pouvoir de réviser tout jugement quand l'intérêt national est en jeu ».

Nkrumah s'était senti trahi par le verdict prononcé par le juge Arku Korsah qui innocentait trois préputés suspects de l'attentat de kulungugu. Il s'agit d'Adamafio, secrétaire général du CPP (People Party Convention ou Convention du Parti Populaire), de Coffie Crabbe, son adjoint, et d'Ako Adjei, Ministre des affaires étrangères. Rooney rapporte que

Les débats sont présidés par le chief justice Sir Arku Korsah, qui examine équitablement les charges, bien peu convaincantes, retenues contre eux. Tout le monde pense cependant qu'ils seront reconnus coupables, d'autant que la presse gouvernementale les présente sans retenue comme les organisateurs de la tentative d'assassinat du président. Quand, en décembre, le tribunal les reconnaît innocents, ce verdict tombe comme une gifle pour Nkrumah. Il refuse cet acquittement, considère qu'il s'agit d'un affront personnel et décide de réagir vivement et rapidement. (D. Rooney, 1990, p.193).

Dès lors, cette dictature que manifeste Nkrumah, ne peut que nous faire penser à ce que Rooney (1990, p.159) nomme « le naufrage de l’État socialiste ». Nkrumah a fait naufrage quant à la gestion de l’État ghanéen. Ses dérives dictatoriales vont l’amener à restreindre la démocratie en emprisonnant certains membres de l’opposition, ou en les contraignant à l’exil, chose que nous vivons actuellement dans certains États africains. Aussi, vers l’année 1961, il oriente véritablement le Ghana vers une dictature. En effet, une partie de la population étant entrée en grève en vue de revendiquer une hausse de salaire, et également en vue de manifester son opposition au régime, se voit impitoyablement réprimée par Nkrumah qui fait arrêter les principaux leaders syndicalistes. Pire, il fait arrêter tous les membres parlementaires de l’opposition et censure la presse. Cette situation marque une contradiction dans la théorie socialiste de ce leader ghanéen. Il y a contradiction en ce sens que Nkrumah lui-même se veut un vrai partisan de la contestation, de la révolte voire, de la révolution. Nkrumah écrit justement que

L’expérience a prouvé que, lorsqu’il y a lutte des classes, la révolution socialiste ne peut être réalisée sans le recours à la force. La violence révolutionnaire est un principe fondamental des luttes révolutionnaires. Car, à moins de s’y voir contraintes, les élites privilégiées ne céderont pas le pouvoir ; même si elles acceptent d’effectuer des réformes, elles ne céderont jamais, si elles savent leur position menacée. Seule l’action révolutionnaire les y contraindra. (K. Nkrumah, 1972, p.98).

Mais il semble que Nkrumah refuse que ses propres enseignements s’appliquent à lui. On se croirait dans ce fameux dicton de : “Fais ce que je dis, mais ne fais pas ce que je fais”. Autrement dit, Nkrumah voudrait plutôt que ses théories révolutionnaires s’appliquent à d’autres régimes politiques et non à son régime. C’est ce que nous constatons le plus souvent en Afrique. Lorsqu’un parti politique se trouve dans l’opposition, il se constitue comme défenseur du peuple et des opprimés en dénonçant les tares du parti au pouvoir. Mais, une fois arrivé au pouvoir, ce parti politique devient pire que le précédent en devenant l’ennemi premier de la population tant il bafoue les droits et les libertés de ses citoyens à qui il empêche toute revendication. À ce titre, il n’est plus question de parler de démocratie car, celle-ci laisse la place à la dictature. D’où, l’oppression et la misère du peuple. Cette situation en Afrique, où la démocratie n’est pas de mise, a été mieux exprimée par Samba Diakité dans *Politiques Africaines et Identité : des liaisons dangereuses* (Samba Diakité, 2014, p. 12) où, il affirme que « la politique s’est transformée en pornopolitique ; la démocratie en démon-cratie ».

Pour lui, la politique africaine, telle qu’elle se pratique, met les populations dans une situation embarrassante. Les dirigeants africains font rêver leurs populations en les laissant entre l’espérance et l’incertitude. De surcroît, ils militent en faveur d’une gestion de la violence politique considérée comme un instrument commode, efficace, fiable et rentable. Mais, ce que ces dirigeants africains n’ont pas jusque-là compris, c’est qu’ils ne doivent pas diriger l’État dans la violence car, celle-ci est génératrice de guerre. Or, la guerre a toujours été l’ennemie de la stabilité politique et économique qui est un facteur

viable de développement. Si violence il doit y avoir, il faudrait une violence légitime d'État en vue d'assurer l'ordre politique.

Or, ce que nous remarquons le plus souvent, c'est que ces leaders politiques en Afrique, abusent de ce pouvoir légitime pour assouvir leurs penchants égoïstes qui consistent à piller les caisses de l'État, à se maintenir coûte que coûte au pouvoir par la révision de la constitution. Toutes ces situations sont, à n'en point douter, à la base des nombreux coups d'État. La chute de Nkrumah est partie de là, de ses dérives dictatoriales. C'est pourquoi, il a été victime d'un coup d'État militaire qui ne suscita aucune contestation. Cela démontre à quel point la population portait sur elle-même le poids de son régime dictatorial dont elle souhaitait se libérer le plus vite possible. L'armée a joué le rôle de libératrice de la population à travers ce coup d'État.

Déchu de ses fonctions de chef d'État ghanéen, l'homme au rêve de l'unité africaine, sous un gouvernement panafricain socialiste, voit ce rêve s'envoler. Désormais, plus besoin de parler d'unité africaine puisque le chantre de cette unité a été dépossédé de ses pouvoirs. Si on en vient à en parler, c'est juste pour se souvenir des initiateurs de ce projet, ou, du moins, on en parle mais de façon théorique et non pratique. Or, la pratique est un élément si cher à la philosophie politique et sociale de Nkrumah. Il affirme lui-même que « la théorie sans la pratique est vide » (K. Nkrumah, 1976, p.97). Si nous convenons que la théorie de l'unité africaine sous le socialisme, élaborée par le leader ghanéen n'a pu voir le jour jusque-là, force est par conséquent de soutenir que son socialisme peut être qualifié d'utopique. Pour démontrer que l'unité africaine, sous le socialisme, condition de notre libération et de notre développement, n'a pas encore embrassé la phase pratique, il faut considérer les propos suivants :

L'intégration africaine telle qu'elle est menée depuis la création de l'OUA, relève plus du discours politiquement correct (...) Chaque État semble davantage engagé dans la protection de ses micro-territoires que de celle d'une Afrique réellement unie, source de prospérité partagée. (David Musa Soro, 2011, pp. 16-17).

Il est vrai que l'Afrique n'a pas encore pu emprunter la voie de son unité politique, tant elle est divisée contre elle-même. Les crises socio-politiques à l'intérieur des États africains démontrent que les Africains ne sont pas encore prêts pour leur union. Comment parvenir donc à s'unir sur le plan continental, si, en effet, nous ne parvenons pas à nous unir sur le plan national et régional ? Non seulement, les Africains refusent leur unité nationale, mais aussi et surtout, ils la refusent au plan régional. Tout ceci constitue, à n'en point douter, un véritable facteur de l'échec du socialisme et du projet d'unité africaine.

L'échec du socialisme et du projet d'unité africaine traduit aussi l'échec du Consciencisme dans la théorie politico-philosophique de Nkrumah. En effet, le chantre du panafricanisme avait écrit *le*

Consciencisme (1964) suite à l'échec de la réalisation de son rêve d'une unité continentale. Il faut dire que Nkrumah avait trop l'esprit en avant dans la réalisation de l'unité africaine où il envisageait d'être à la tête. Tous ses efforts furent réduits à néant au point où il décida de se réfugier dans *le Consciencisme*, œuvre à travers laquelle il est question, pour lui, de faire comprendre les raisons de l'échec de la réalisation de son projet d'unité africaine. Cela peut se comprendre à partir des propos ci-après :

C'est donc en fonction de ce qu'il considérait comme la nouvelle phase de la révolution africaine que Nkrumah a été obligé de modifier de fond en comble le texte initial du Consciencisme. Si l'on compare les deux éditions, on s'aperçoit en effet que l'auteur est entièrement revenu sur ses opinions de 1964 concernant la structure des sociétés africaines (...). La première édition du Consciencisme tenait pour acquis que la société africaine traditionnelle ignorait la lutte des classes et était organisée sur un mode communautaire, c'est-à-dire égalitaire (...). La perspective change du tout au tout dans Néo-colonialism où l'auteur écrit noir sur blanc que la lutte des classes est l'une des caractéristiques fondamentales de la société africaine contemporaine, et qu'en dernière analyse la lutte contre l'impérialisme elle-même, qu'il s'agisse de l'impérialisme sous sa forme coloniale ou sous sa forme néo-coloniale, n'est rien d'autre qu'une « lutte de classes à l'échelle internationale ». De la sorte, tandis que les premières œuvres considéraient la lutte anti-impérialiste comme une lutte isolée et absolument spécifique, tandis qu'elles en donnaient une interprétation pour ainsi dire romantique et ne pouvaient la justifier qu'en faisant appel à des arguments moraux (dignité de la personne, droit à la liberté, etc.), les dernières œuvres insistent au contraire sur les liens étroits entre l'effort de libération des peuples coloniaux et néocoloniaux et la lutte des classes en cours à l'intérieur des sociétés industrielles. (P. Hountondji, 1969, pp. 192-193).

Selon Hountondji, *le Consciencisme* de Nkrumah a été éditée à maintes reprises. Les premières éditions tentaient de proscrire la lutte des classes en faisant croire que l'Afrique était une société de type communautaire où régnait un certain égalitarisme entre les hommes. Mais les dernières éditions n'ont consisté qu'à présenter l'Afrique en proie aux luttes d'intérêts capitalistes-impérialistes facteurs d'exploitation de l'homme par l'homme et de division de la société africaine traditionnelle. C'est pourquoi, à travers la révision du Consciencisme, il fallait pousser les Africains à découvrir les rouages du système capitaliste-impérialiste dont l'enjeu est de les diviser pour mieux les exploiter, les diviser pour mieux les soumettre, les diviser pour mieux régner sur eux. Dès lors, l'Afrique devait s'unir à nouveau pour échapper aux rouages du système capitaliste-impérialiste.

Hélas ! Malgré la révision du Consciencisme qui devait nous permettre de nous identifier en tant qu'Africains, et de pouvoir faire la paix entre nous, et d'identifier aussi les ennemis du continent auxquels il fallait faire attention, nous nous rendons compte aujourd'hui que l'Afrique est jusque-là, divisée contre elle-même. Or, « tout royaume divisé contre lui-même est dévasté, et toute ville ou maison divisée contre elle-même ne peut subsister » (L. Segond, 1984, p.23). On comprend dès lors, la raison pour laquelle l'Afrique reste encore sous-développée. C'est parce qu'elle n'est pas totalement unie avec elle. En réalité, le fait que l'Afrique soit divisée, cela la rend faible et peu combattive devant ses ennemis

qui la maintiennent dans les guerres, la famine, les maladies, c'est-à-dire dans le sous-développement. À ce niveau de notre argumentation, il convient de faire remarquer que si l'on est d'accord que le Consciencisme développé par Nkrumah est né de l'échec de son projet d'unité africaine, force est aussi de dire que l'échec même de l'unité continentale traduit aujourd'hui, l'échec du Consciencisme qui a été maintes fois révisé pour les Africains.

Outre cela, il y a que le leader ghanéen, dans sa lutte pour l'unité politique du continent, a eu la prétention de se croire supérieur à ses pairs d'alors. Les propos de (David Rooney, 1990, p. 130) justifient clairement ce que nous soutenons : « M. Nkrumah se prend pour le plus grand leader de l'Afrique, mais cela n'intéresse personne. Et d'ailleurs nous ne partageons guère ses idées ». Comment l'unité africaine pouvait-elle se réaliser si celui-là même qui faisait son apologie avait une attitude qui visait à frustrer ses homologues ? Il faut le dire, Nkrumah frustrait ses homologues dans la mesure où il croyait être le seul capable de libérer l'Afrique. Il ressort de ce propos que les pays africains sont divisés sur bien de sujets. Les clivages entre partisans de l'unité et partisans du fédéralisme ne cèdent en rien à ceux entre réformistes et révolutionnaires. L'arrogance politique de Nkrumah le pousse à se faire l'ennemi de ses voisins. C'est pourquoi, la question de l'unité africaine ne pourrait se poser en des termes aussi simples. Les relations de Nkrumah avec ses voisins, en effet, ne sont pas toutes sereines comme le fait remarquer Rooney :

Il a déjà suscité l'ire d'Houphouët Boigny en contestant la souveraineté de la Côte d'Ivoire sur une bande de territoire frontalier, habitée par des Nzimas, donc des hommes de sa propre ethnie. Du côté de l'Est, ses relations avec le Togo ne se sont pas améliorées depuis les jours difficiles de 1957. N'a-t-il pas déclaré publiquement que le Togo deviendrait la septième région du Ghana peu avant qu'il n'obtienne son indépendance en 1960, sous la conduite de Sylvanus Olympio, lequel rejette les idées de Nkrumah sur l'unité africaine ? À plusieurs reprises, de plus, Nkrumah a froissé les dirigeants nigérians, ce qui les a déjà amenés à promettre leur soutien au Togo en cas d'affrontement avec le Ghana. (D. Rooney, 1990, p.178).

Ainsi, il ne fait qu'accroître l'animosité des voisins à son égard. Les nouveaux chefs d'État africains qui viennent d'obtenir leur indépendance, enfin, partagent désormais avec le président ghanéen, les feux de la rampe et ils sont irrités par les airs supérieurs qu'il semble afficher. Cette situation d'animosité, nous la vivons aussi aujourd'hui à travers les relations qui existent entre certains chefs d'État, notamment ivoirien, malien et burkinabè. Cet état de fait nous permet de dire que les Africains sont, en réalité, les vrais ennemis de l'Afrique, contrairement à ce que nous faisait croire Kwame Nkrumah. Il estimait que les ennemis de l'Afrique ne sont rien d'autre que le colonialisme et le néo-colonialisme. C'est à juste titre qu'il exprimait que « le néo-colonialisme, comme le colonialisme avant lui, est une tentative d'exportation des conflits sociaux des pays capitalistes » (K. Nkrumah, 1973, p.11).

Pour lui, les conflits présents en Afrique, et qui empêchent son développement, sont issus des effets pervers du colonialisme et du néo-colonialisme. Une manière de dire que ce sont les autres qui nous divisent en vue de mieux régner. Mais la vérité est que les Africains sont les seuls responsables de leurs divisions. Si l’Afrique doit s’unir, ce serait avant tout pour lutter contre les ennemis internes et externes car, il faut le dire, si hier elle avait des ennemis extérieurs (les colonialistes et néo-colonialistes), aujourd’hui, elle en a qui sont logés à l’intérieur de nos États.

En effet, les dirigeants africains ne cessent de se prêter aux jeux et enjeux du néo-colonisateur, devenant ainsi, des marionnettes, des béquilles qui servent à perpétuer de façon voilée, la domination et l’exploitation de leurs peuples et en un mot, de l’Afrique. De nos jours, certaines pratiques qui, autrefois, étaient perçues comme contraires à la morale, tentent de gagner de plus en plus du terrain. Il s’agit de la corruption, des détournements des deniers publics c’est-à-dire, l’immoralité galopante qui fragilise et anéanti jour après jour, les efforts de développement des pays africains. À présent, *L’Afrique est malade d’elle-même* que des autres, pour emprunter l’un des titres à succès de Tidiane Diakité.

3. De la nécessité d'un changement de regard et l'exigence d'une politique correcte

En quoi doit consister le changement de regard ? En quoi doit consister la bonne gouvernance ? C'est à ces deux grandes questions que nous tenterons de répondre dans cette dernière partie de notre travail. Le changement de regard doit consister à ne plus voir les autres, c'est-à-dire, les Européens comme étant à la base de nos malheurs. Il doit consister à nous regarder en face comme dans un miroir, et arriver à faire véritablement notre mea-culpa ou autocritique. Les Africains doivent pouvoir se regarder en face et se dire la vérité. Ils ne doivent pas avoir honte d'eux-mêmes. Ils doivent avoir le courage de se mirer et pouvoir se dire ce qui ne va pas chez eux. Ce qui ne va pas, c'est qu'ils se nient eux-mêmes et accusent les autres de les nier. Cela laisse croire que les Africains ne sont pas encore parvenus à identifier leur mal. Ou du moins, ils l'ont identifié mais refusent de l'admettre. Ils refusent d'admettre qu'ils sont les véritables obstacles au développement du continent. Cet état de fait nous pousse à nous interroger de la manière suivante : comment un malade peut-il prétendre guérir de son mal, s'il n'en connaît pas l'origine ? Comment un mal non diagnostiqué peut-il être soigné et guéri ? Et même si le mal était diagnostiqué et connu et que l'on refuse de le traiter, comment celui-ci pourrait-il être éradiqué ? Cette série de questions nous permet de comprendre que le mal des Africains est profond dans la mesure où les Africains ignorent qu'ils sont la propre cause de leurs malheurs. S'ils n'ignorent pas cette vérité, ils la nient cependant en la projetant ailleurs. Comme pour dire que le mal se trouve toujours ailleurs et non chez nous. C'est ce qu'exprimait le Christ :

Pourquoi vois-tu la paille qui est dans l'œil de ton frère, et n'aperçois-tu pas la poutre qui est dans ton œil ? Ou comment peux-tu dire à ton frère : laisse-moi ôter une paille de ton œil, toi qui as une poutre dans le tien ? Hypocrite, ôte premièrement la poutre de ton œil, et alors tu verras comment ôter la paille de l'œil de ton frère. (L. Segond, 1984, p. 11).

Les Africains estiment que le mal de l'Afrique vient de l'Européen. Ce qui n'est pas du tout vrai. Car après les Indépendances et jusqu'aujourd'hui, les États d'Afrique sont dirigés par les Africains eux-mêmes et non par L'ex-colonisateur. Ces peuples d'Afrique, en remettant le destin du continent aux grands leaders qui avaient lutté pour les Indépendances et aux leaders révolutionnaires d'aujourd'hui, espéraient d'eux, qu'ils unifient et développent le continent. Comme cela n'a pas été le cas, c'est pourquoi, on peut assister aujourd'hui, au grand retour de l'Occident ou l'Europe sur le continent. En effet, en cas de conflits en Afrique, les chefs d'État au lieu de trouver des solutions africaines, préfèrent se tourner vers l'Occident qui, en retour, leur pose des conditions.

C'est le cas actuel du Mali et du Burkina Faso qui ont bénéficié de l'aide militaire de la France pour lutter contre les troupes djihadistes qui menacent les deux pays et qui se tournent enfin vers la Russie, car insatisfaits de la prestation de la France. Déplacer une armée française ou russe nécessite un très grand budget pour ces deux États qui, en notre sens, seront encore tenus dans les liens de la servitude et de l'exploitation. Rappelons au passage qu'on ne quitte pas un ancien maître pour un nouveau quand on désire être libre. Si les Africains ne peuvent pas résoudre leurs problèmes ou du moins, s'ils refusent de les résoudre en appelant toujours du secours extérieur, alors, ils n'ont pas à se plaindre des conséquences qui s'en suivent après les soutiens qu'ils auraient reçus. Au lieu du développement, une telle situation ouvre la voie aux pillages de nos États, aux détournements de nos fonds et aux enrichissements des États qui nous viennent en aide. D'où, la misère et la pauvreté des populations africaines.

Par ailleurs, nous avons remarqué dans nos lectures des écrits de Nkrumah que la lutte armée faisait partie intégrante de son socialisme. Il affirme que le néo-colonialisme use d'une nouvelle arme de violence à l'endroit des peuples africains. Les termes clairement employés sont les suivants :

Dans ces circonstances, on comprend l'importance de la lutte armée. Car la libération et l'unification de l'Afrique ne peuvent dépendre d'un consentement, de préceptes moraux, ou d'une conquête morale. Ce n'est qu'avec le recours aux armes que l'Afrique se débarrassera des derniers vestiges de colonialisme, d'impérialisme et de néocolonialisme et sera libérée et unie dans le socialisme. (K. Nkrumah, 1972, p. 107).

Il est clair que Nkrumah est un partisan de la guerre, un partisan de la violence. Il faut faire remarquer que le recours aux armes pour résoudre les problèmes politiques comme l'envisage la CEDEAO au Niger, est dangereux dans la mesure où, cette mesure est une porte ouverte aux coups

d'État et à leur perpétuation. Justement, Nkrumah lui-même n'a pas échappé à la règle qu'il avait établie. Ses propres enseignements l'avaient rattrapé car la lutte armée ou la violence qu'il préconisait pour destituer les gouvernements fantoches, sera appliquée à son régime par « Ankrah » (R. Dagaud, 2013, p.81) qui perpétra un coup d'État militaire contre Nkrumah le « 24 février 1966 » (P. Hountondji, 1969, p.173) pendant qu'il se trouvait en visite à Pékin, en Chine. Ce coup d'État contre le leader ghanéen nous fait penser à l'une des paroles du Christ qui affirmait que « tous ceux qui prendront l'épée périront par l'épée » (L. Segond, 1984, p.57). En clair, quiconque règne par l'épée, périra aussi par l'épée. Une manière de dire aussi que la violence ou la guerre entraîne nécessairement la violence. Or, nous sommes convaincus que la force ou la violence ne fait pas le droit. Rousseau le confirme en ces termes : « Convenons donc que force ne fait pas droit, et qu'on n'est obligé d'obéir qu'aux puissances légitimes » (J. J. Rousseau, 1992, p.33). En dehors de la force ou violence légitime de l'État, toute autre forme de violence est arbitraire, illégitime, et ne peut, en aucun cas, contribuer au bien-être de la société, si ce n'est que de créer le désordre et le chaos. En Afrique, les nombreuses violences, les guerres et coups d'État incontrôlés ont contribué à violer les droits des citoyens et à plonger les populations dans la désolation et l'incertitude d'un avenir meilleur.

Ce qui revient à dire qu'il est impossible de construire une société par la violence. Et toute violence produit toujours les armes de sa propre destruction. Nkrumah le savait très bien. Malgré cela, il n'hésitait pas à prêcher la lutte armée. Il affirmait ceci : « Tôt ou tard, les armes fournies passent aux mains des opposants au régime et la guerre elle-même augmente la misère sociale qui l'avait provoquée » (K. Nkrumah, 1973, p. 15). Dans les pays africains, on a remarqué que les armes utilisées pour renverser le pouvoir en place ont toujours servi à menacer le nouveau pouvoir qui les avait fournis. Si le pouvoir n'est pas menacé avec ces armes, c'est la population qui en est menacée. Et cela s'observe à travers les nombreux braquages routiers, l'agression des populations à domicile, etc. Les exemples de pays africains où la victoire de l'opposition a été soldée par le recours aux armes et/ou ces armes ont servies après, contre les populations et le nouveau régime, sont multiples. Cependant, on ne citera que trois exemples : celui de la Côte d'Ivoire en 2002, celui du Mali et de la Libye en 2011. Tout ceci traduit les symptômes d'une mauvaise gouvernance en Afrique et constitue un véritable frein au développement du continent, à son unité et un problème au respect des droits des citoyens.

Face donc à la mauvaise gouvernance, les États africains doivent opter pour un changement de paradigme, c'est-à-dire qu'ils doivent opter pour la bonne gouvernance. Celle-ci doit être fondée sur des principes. Ceux que nous proposons sont : la légitimité, la démocratie, la sécurité, la lutte contre l'impunité et la politique inclusive. Avant d'aborder ces points, il nous faut comprendre ce que c'est que

la bonne gouvernance. La gouvernance est la manière dont le pouvoir est exercé par l'autorité de l'État en ce qui concerne les affaires politique, économique et administrative. Cela dit, la bonne gouvernance peut se traduire par une efficacité ou une efficience, une transparence, une responsabilité, une obligation de rendre compte, une éthique et une équité dans la gestion de l'ensemble des ressources publiques. C'est aussi la manière dont le pouvoir est exercé pour gérer les ressources nationales, économiques et sociales consacrées au développement. En clair, la bonne gouvernance tient compte du plan triennal axé sur la politique, l'économie et le social.

Au plan politique, il faut promouvoir l'État de droit, la démocratie et le respect des lois élaborées. Au plan économique, il faut une transparence et une optimisation de la gestion. Et enfin, au plan social, il faut promouvoir l'éthique, l'équité et l'implication active des citoyens qui demeurent les acteurs et les contribuables. L'intérêt que portent les peuples à la bonne gouvernance découle de son souci d'assurer la viabilité des projets qu'elle finance et conclut. Elle tient du fait que le développement durable suppose l'existence d'un cadre transparent et fiable de règles et d'institutions pour la conduite des affaires publiques et privées. L'aspect essentiel de la bonne gouvernance réside dans une action gouvernementale prévisible, transparente et éclairée, dotée d'une bureaucratie imbu d'éthique professionnelle et d'un exécutif comptable de ses actions.

La légitimité comme l'un des principes proposés de la bonne gouvernance, doit donc être au rendez-vous dans la gestion des États africains. La légitimité d'un dirigeant politique s'exprime comme le sentiment du peuple de se reconnaître en ce leader. Il faut, pour ainsi dire, que la grande majorité de la population, peu importe le bord politique, ait le sentiment d'être bien gouverné. Il ne s'agit pas d'un peuple qui ne peut pas s'exprimer sur sa situation, parce qu'emmuselé et contraint d'accepter son sort et cela, par peur ou crainte de représailles. Ceci dit, faisons remarquer que lorsque le peuple se sent durablement maintenu sous le joug de la dictature, sans la moindre adhésion à la manière dont il est gouverné, il se sent dans l'obligation de changer la situation car, étant le seul dépositaire du pouvoir. C'est là aussi le lieu de faire une démarcation entre légitimité et démocratie. Un dirigeant politique peut être démocratiquement élu et perdre sa légitimité si le peuple ne le reconnaît plus. Autrement dit, la démocratie n'est pas une garantie de la légitimité. En d'autres termes, la légalité démocratique et la légitimité d'exercer le pouvoir ne renvoient pas à une même chose. D'ailleurs, on a vu en Afrique des présidents démocratiquement élus dont la légitimité a été contestée par le peuple. Par ailleurs, la légitimité dans un contexte africain doit aller avec les valeurs qui incarnent la société africaine. Il faut que le peuple ait le sentiment que les valeurs qui orientent la gouvernance sont des valeurs qu'il

comprend, des valeurs qui rejoignent la façon africaine de penser et de voir le monde, c'est-à-dire des valeurs qui tirent leur fondement de la culture africaine.

La démocratie est le deuxième principe que nous proposons aux dirigeants africains comme principe de bonne gouvernance. On entend souvent parler de démocratie à l'africaine. Cette façon de parler et de voir les choses doit changer. Il faut donc repenser la démocratie dite africaine pour qu'elle soit bonne et utile à notre société. La démocratie pour nous, doit consister en la promotion de la séparation effective des pouvoirs par les dirigeants africains, du respect des textes fondamentaux que sont les constitutions, de la crédibilisation et du renforcement des capacités des commissions électorales. Généralement en Afrique, on a constaté que la séparation des pouvoirs est un leurre. Les chefs d'État ont la capacité d'influencer comme bon leur semble, les pouvoirs législatif et judiciaire y compris d'autres organes tels que la cour constitutionnelle et la commission électorale. Ce qui démontre que ces instances ne sont pas totalement indépendantes dans l'exercice de leurs fonctions. Les différentes modifications constatées des constitutions dans plusieurs pays africains qui se sont faites sans la moindre opposition des législateurs, rend compte de la position que nous défendons. Cela dit, le non-respect des constitutions par certains chefs d'État africains, traduit un manque de démocratie. Leur respect peut être vu comme une bonne manière de gouverner. La crédibilisation et le renforcement des capacités de la commission électorale vont pour leur part, consister à identifier l'existence d'aptitudes institutionnelles, humaines et opérationnelles permettant à tous les acteurs concernés de jouer pleinement leurs rôles sans influence étatique.

Aujourd'hui, la question sécuritaire inquiète les populations en Afrique, tant le continent est, dans sa quasi-totalité, en proie au terrorisme. Pour la résoudre, il faut instaurer des États forts. Paul Valéry n'est pas contre une telle idée quand il estime que « Si l'État est fort, il nous écrase. S'il est faible, nous périssons » (Paul Valéry, 1931, p. 62). S'il est vrai qu'avec cette pensée il ressort le caractère problématique de l'État qui apparaît d'une part comme source d'aliénation et d'autre part comme source de protection, les dirigeants africains devraient mettre l'accent sur l'aspect positif de cette pensée qui est de tirer le juste milieu pour orienter les actions gouvernementales. Ce qui doit leur permettre de comprendre que la force qu'ils doivent exercer ne va pas contre leurs populations, mais contre ceux qui tentent de les agresser. Cette force des États africains doit contribuer à assurer l'intégrité des territoires contre toute tentative d'agression. Elle doit les aider à assurer pour ainsi dire, la sécurité de leurs concitoyens et non à les brimer et à confisquer leur liberté. C'est dans ce cadre sécurisant que le citoyen américain, par exemple, peut se vanter d'être en paix contrairement à un citoyen africain car, le territoire américain est mieux sécurisé que celui des africains du fait de la puissance militaire dont dispose ce pays

pour dissuader ses potentiels agresseurs. Cela dit, il est clair que les États africains doivent impérativement fédérer leurs forces pour pouvoir réussir à assurer la sécurité du continent. Il n'est plus temps d'aller chercher des solutions ailleurs. Il faut une solution africaine de la sécurité. C'est pourquoi, une armée continentale composée de toutes les forces des différents États doit être mise en place. Si selon Valéry, « Toute politique, même la plus grossière, suppose une idée de l'homme, car il s'agit de disposer de lui, de s'en servir, et même de le servir » (Paul Valéry, 1931, p. 62), les dirigeants du continent, sans penser à leurs propres intérêts, gagneraient à mettre en pratique une telle pensée qui ne contribue qu'au bien-être de leurs citoyens. Par ailleurs, le domaine sécuritaire ne se résume pas absolument au volet territorial. Il y a aussi l'aspect alimentaire, sanitaire et social. Houphouët Boigny énumère ces points-ci qui constituent pour lui, de véritables ennemis de l'homme qu'il faut absolument combattre au risque de voir la gestion du pouvoir échapper à celui qui le tient. Ainsi, dit-il, « les rancœurs accumulées, la misère et la faim, sont des germes d'instabilité, de révoltes et de troubles » (F. H. Boigny, 1978, p. 2038).

Ce qui revient à dire que la sécurité à l'intérieur des États, la stabilité politique, voire la liberté individuelle, implique avant tout, la capacité de l'homme (le peuple) à pouvoir mieux se soigner pour conserver sa santé et, au-delà, sa vie, mais aussi et surtout, sa capacité à trouver de quoi à manger pour satisfaire le besoin de la faim. Pour Nkrumah, « quelles que soient les guerres livrées depuis 1951, aucune n'a jamais été livrée contre la pauvreté, la maladie, la faim et l'analphabétisme » (K. Nkrumah, 1973, p. 262). Au fond, il faut comprendre que la paupérisation induit automatiquement l'accroissement de la dépendance psychologique et une réduction du développement de l'Afrique. Si les dirigeants africains étaient véritablement conscients du fait qu'un ventre creux est égal à un citoyen vendu et gagné par la cause néocoloniale, et que de surcroit, le développement ne peut prétendre se faire avec un peuple malade, nous croyons que tous les efforts allaient être faits dans le but de résoudre de façon efficiente et efficace, les problèmes de sécurité alimentaire et sanitaire. Pour y parvenir donc, il faut toujours une solution africaine. L'Afrique dispose de tout pour prendre en charge ses enfants. Mais hélas ! Le manque d'unité et de volonté politique l'oblige à tendre la main à l'Occident pour demander des aides alimentaires. Ces aides alimentaires qui visent à installer dans l'esprit des Africains, le réflexe de mendicité, est un blocage au développement de l'Afrique. Car, celui qui offre de quoi à manger aux autres, est celui qui doit dicter ses lois.

Pour résoudre la question alimentaire, il faut, comme le souligne Coulibaly K. Timothée dans sa thèse intitulée *Socialisme et Droits de l'Homme en Afrique chez Kwame Nkrumah*, « une bonne réforme agraire adaptée aux réalités africaines tout en tenant compte des réalités des différentes régions » (K. T.

Coulibaly, 2022, p. 228). C'est dire que la réforme agraire doit consister à développer les cultures agricoles en fonction des régions ou sols et des cultures qui s'y trouvent. Car, aujourd'hui, « les nouvelles armes qui sont utilisées par les impérialistes pour dominer les États faibles, sont les armes bactériologiques. On les retrouve partout dans les aliments et même dans certains médicaments sensés éradiquer des maladies » (K. T. Coulibaly, 2022, p. 229). C'est pourquoi, il faut éviter de toujours importer certains aliments et médicaments. L'Afrique dispose de grands laboratoires (Cinpharm, laboratoire pharmaceutique situé au Cameroun ; CFAO Healthcare, leader de la distribution pharmaceutique en Afrique subsaharienne, au Magrheb ; laboratoire exphar-ci et CIPHARM situés en Côte d'Ivoire), de grands chercheurs et pharmaciens, capables de trouver les remèdes qu'il faut pour soigner les maladies. Le cas corona dont on croyait qui serait alarmant pour les Africains, suffit pour comprendre à quel point, si l'Afrique veut, elle le peut. Face au coronavirus, les malgaches ont pu inventer un sérum à titre préventif et curatif visiblement présenté en ligne dans *Le Point Afrique* où, on y lit ce qui suit : « Le président malgache, Andry Rajoelina en est convaincu : Madagascar tient un médicament efficace contre le Covid-19. Il s'agit du Covid-Organics élaboré par l'Institution malgache des recherches appliquées et qui contient de l'artémisia ou artemisia annua » (Le Point Afrique, 2020, p. 1).

L'impunité est omniprésente dans la gestion financière de nos institutions. Cette question ne peut se résoudre sans le clin d'œil fait sur la corruption, les détournements de deniers publics et la mauvaise gestion des fonds publics qui gangrènent l'Afrique. De nos jours, dans certains États africains, la gestion transparente des finances pour la réalisation des travaux publics, nationaux, n'est pas de mise. Alors que les populations grognent, croupies sous le poids de la pauvreté, du train de vie élevé des hauts fonctionnaires de l'État et des inflations, on assiste à des détournements de fonds et à des projets d'État réalisés de façon lapidaire, sans que les coupables ne soient inquiétés. Le cas du stade Ebimpé, en Côte d'Ivoire, nous en dit plus. En effet, plus de 20.000.000 de francs CFA avait été investi dans la confection et l'entretien de la pelouse de ce stade, sans un réel succès apparent. Ce qui, d'ailleurs, avait occasionné la démission du Ministre des sports et loisirs (Monsieur Dhano Paulin) en charge de ce projet pour voir à sa succession, l'actuel Premier Ministre. Face à de telles situations, il faut que l'État prenne des dispositions pour mettre aux arrêts sous le contrôle d'un audit, les personnes qui s'adonnent à de tels actes. Autrement exprimé, nos États doivent lutter contre l'impunité et pour ce faire, il faut que chaque acteur rende compte au peuple de sa gestion et cela, de façon efficiente et éclairée. La mauvaise gouvernance augmente les charges de l'État et fausse les priorités, car les fonds dilapidés doivent être retrouvés ailleurs pour compenser le déficit. Or, ces fonds trouvés pouvaient servir à améliorer par exemple, la qualité de l'éducation, de la santé et du niveau de vie des citoyens ; par la construction de

nouvelles écoles et l'achat de matériels didactiques, par l'achat de nouveaux appareils sophistiqués de santé ou en subventionnant les prix de certaines denrées alimentaires de première nécessité.

Dans le jeu démocratique, l'exclusion a toujours été à la base de plusieurs crises. Pour les éviter donc, la politique inclusive qui résulte de la bonne gouvernance, doit être appliquée. Elle consiste pour nous, à instaurer un partenariat et un dialogue, signes de symbiose et de cohésion entre les tenants du pouvoir et les autres acteurs politiques ; entre le pouvoir et le peuple et entre les acteurs politiques et le peuple, d'autant plus que ceux-ci sont les futurs dirigeants de ce peuple. La politique inclusive apparaît comme l'art de gérer la diversité et d'en faire une unité, l'art de gérer la diversité et l'unité. À ce propos, Nkrumah affirme que « le consciencisme est l'ensemble, en termes intellectuels, de l'organisation des forces qui permettront à la société africaine d'assimiler les éléments occidentaux, musulmans et euro-chrétiens présents en Afrique et de les transformer de façon qu'ils s'insèrent dans la personnalité africaine » (K. Nkrumah, 1976, p. 98). Pour lui, l'Afrique d'aujourd'hui renferme plusieurs cultures, religions, idéologies politiques, théories ou pensées avec lesquelles nous devons cohabiter dans le strict respect mutuel. Cela dit, il n'y a pas de culture, de religion, de bord politique qui prime sur les autres. Ce qui, d'ailleurs, donne la liberté à chaque citoyen d'exercer sans aucune crainte, la religion qui lui sied et cela, sans empiéter sur celle des autres ; la liberté de manifester sa culture, ses idées et son bord politique et de ne point être inquiété. Et pourtant, nous constatons en Afrique qu'il est difficile pour un opposant de soutenir ses idées et de manifester son bord politique. Pour preuve, la plupart des opposants sont soit contraints à l'exil, contraints à se taire, sont soit menacés de prison, emprisonnés, voire même tués dans le but de dissuader les autres. Le cas de L'ex-Président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire, Monsieur Guillaume Soro et celui au Sénégal de Ousmane Sonko, alors opposant principal du régime Macky Sall, en sont de très belles illustrations. Une telle politique n'est pas faite pour créer l'unité nationale et au-delà, l'unité continentale. Pour le développement de l'Afrique et la réalisation effective de l'unité à l'intérieur des États et, au-delà, pour la réalisation de l'unité africaine, la bonne gouvernance doit prendre en compte tous les points énumérés dont le dernier est la politique inclusive qui montre que le continent a besoin de tous ses fils et filles réunis pour vivre.

Conclusion

Cette étude explore l'enjeu du politique et du social dans la philosophie politique de Nkrumah. Tout en indiquant qu'au fondement de l'engagement philosophique et politique se trouvent l'unité africaine, la transformation politique et sociale du Ghana et au-delà, elle rappelle la tentation à la dictature qui fait de Nkrumah un modèle inachevé et imparfait. Notre étude a ainsi consisté à montrer

que le projet politique de Nkrumah est certes louable, mais il a débouché sur l'échec dû à une vision désintégrée, une ambition démesurée.

Dès lors, face à l'actualité politique africaine émaillée par les violences politiques, notamment les coups d'État militaro-politiques, les tentations de dictature dans les gouvernances politiques, l'étude appelle la nécessité d'un changement de regard et l'exigence d'une politique correcte en Afrique. Cette politique pose comme exigence éthique la bonne gouvernance, l'inclusion et la participation politique ouverte à toute la société. Cette gouvernance intégrée, inclusive et participative est capitale pour éviter les échecs politiques, les crises et les désillusions ; car le pouvoir corrompt et est susceptible de transformer un acteur animé d'une vision d'avenir en un fâcheux et hideux personnage.

En somme, Nkrumah ne saurait être dédouané d'avoir épousé une vision désincarnée de la politique, même si ses idées et idéaux politiques qu'on retrouve dans le consciencisme philosophique, sont des outils et matériaux d'une politique de développement en Afrique. On pourrait, et cela est vrai, reprover la gouvernance de Nkrumah, mais ses idées philosophiques et politiques devraient cependant être revisitées pour un sursaut en Afrique.

Références Bibliographiques

COULIBALY Katinan Timothée, 2022, *Socialisme et Droits de l'Homme en Afrique chez Kwame Nkrumah*, Bouaké, Université Alassane Ouattara

DAGAUD Raoul, 2013, *Le chœur de Nkrumah*, Abidjan, les Éditions Balafons

DIAKITÉ Samba, 2011, *Philosophie et contestation en Afrique, Quand la différence devient un différend*, Paris, Publibook

DIAKITÉ Samba, 2014, *Politiques africaines et Identités : Des liaisons dangereuses*, Québec, Différance Pérenne

HOUNTONDJI Paulin, 1969, *Sur la philosophie africaine*, Yaoundé, Clé

HOUPHOUET BOIGNY Félix, 1978, *Anthologie des discours*, Abidjan, Editions CEDA

KI-ZERBO Joseph, 2003, *À quand l'Afrique ?* Paris, Présence Africaine

Le Petit Larousse illustré, 2014, Paris, Cédex

Le Point Afrique, « *Covid-19 : le Covid-Organics, ce remède que Madagascar a validé* », consulté le 17 Juillet 2024 à 13h 56 minutes, in www.lepoint.fr

NKRUMAH Kwame, 1972, *La lutte des classes en Afrique*, Paris, Présence Africaine

NKRUMAH Kwame, 1973, *Le Néocolonialisme dernier stade de l'impérialisme*, Paris, Présence Africaine

NKRUMAH Kwame, 1976, *Le Consciencisme*, Paris, Présence Africaine

NKRUMAH Kwame, 1994, *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Présence Africaine

ROONEY David, 1990, *Nkrumah, l'homme qui croyait à l'Afrique*, Paris, Jalivres

ROUSSEAU Jean Jacques, 1992, *Du contrat social*, Paris, GF Flammarion

SEGOND Louis, *La Bible*, Paris, Alliance Biblique Universelle

SEGOND Louis, *Le Nouveau Testament*, Paris, Alliance Biblique Universelle

SORO Musa David, 2011, *L'Intégration, condition de la paix et du développement en Afrique*, Abidjan, les Éditions Balafons

VALERY Paul, 1931, *Regards sur le monde actuel*, Paris, Librairie Stock, Delamain et Boutelleau